La République du Centre, 10 octobre 2019

POLITIQUE ■ Jean-Pierre Sueur auditionne Christophe Castaner

Un sénateur en première ligne

Ce matin, le sénateur PS du Loiret auditionne le ministre de l'Intérieur après la tuerie à la préfecture de police de Paris. Il est vice-président de la commission des lois.

Philippe Romond
philippe.romond@centrefrance.com

Mickaël Harpon, membre de la direction du renseignement (DRPP) – qui s'est révélé être un islamiste radicalisé –, a tué quatre de ses collègues dans les locaux de la préfecture de police de Paris, jeudi dernier.

Pour comprendre pourquoi et comment les signes attestant de sa radicalisation ces dernières années n'ont pas été pris en compte, la commission des lois du Sénat (quarante membres) auditionne, ce matin, Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, et Laurent Nunez, son secrétaire d'État. Le sénateur loirétain Jean-Pierre Sueur (PS) assure les fonctions de vice-président de ladite commission. L'on se souvient qu'il s'était particulièrement illustré en interrogeant Alexandre Benalla.

« Ce n'est pas la même chose, cette fois. Il s'agit là d'une audition alors que j'intervenais dans le cadre d'une commission d'enquête pour l'affaire Benalla ».

BENALLA. Un contexte totalement différent cette fois. PH. D'ARCHIVES

« Le renseignement, le cœur du réacteur »

Pourquoi cette audition ? « Les faits sont très graves. Quatre personnes ont été assassinées, dont un Loirétain. Avant toute chose, je pense à leur famille et collègues. Ne jamais oublier que les policiers paient un lourd tribut en assurant notre sécurité ! »

Le parlementaire rappelle qu'il existe sept services de renseignement en France, « services que je connais bien pour avoir présidé la délégation parlementaire au renseignement ».

Jean-Pierre Sueur insiste sur le fait que « les services de renseignement, en matière de lutte contre le terrorisme, c'est le cœur du réacteur. Il est très grave qu'il puisse y avoir infiltration d'une personne radicalisée. Et sur la clé USB détenue par l'assassin, outre une propagande jihadiste, figurent les adresses mail et numéros de portables de policiers enquêteurs. Cette clé USB a-t-elle été reproduite, diffusée ? C'est très grave ».

Parmi les questions que le parlementaire entend poser au ministre : « Quels moyens concrets va-t-il mettre en œuvre pour éviter que la radicalisation se propage dans les services de sécurité ? Comment l'assassin a-t-il réussi à introduire des couteaux au sein de la préfecture de police ? », etc.

À ses yeux, « les services de renseignement doivent être totalement fiables pour lutter contre la violence jihadiste. J'ai fait un rapport sur le sujet voilà trois ans. Il préconise des moyens pour prévenir la radicalisation. Dans le cas présent, on ne s'interdit pas de faire des propositions ».

Et quand on le qualifie de « père fouettard du gouvernement », Jean-Pierre Sueur récuse le terme : « Nous travaillons en toute indépendance et ne sommes pas des juges. » Pour l'affaire Benalla, Benjamin Griveaux (alors porte-parole du gouvernement) avait parlé de contrevérités contenues dans son rapport. « À ce jour, personne n'a démenti, n'a contredit notre rapport (750 pages) », retient le sénateur loirétain… ■

Audition. Retransmission en direct sur le site du Sénat, la chaîne parlementaire, etc.

Phoca PDF